



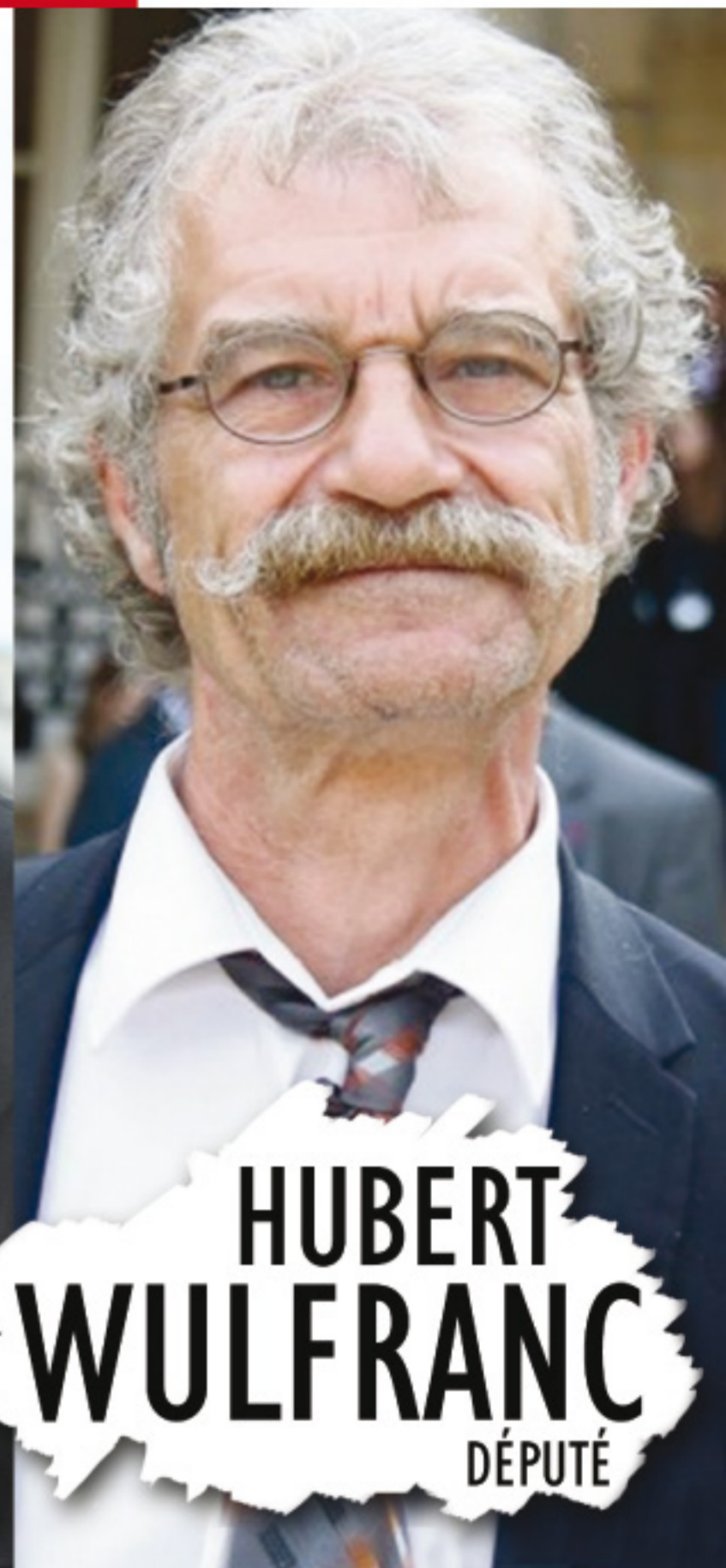
**THIERRY
FOUCAUD**
SÉNATEUR



**SÉBASTIEN
JUMEL**
DÉPUTÉ



**JEAN-PAUL
LECOQ**
DÉPUTÉ



**HUBERT
WULFRANC**
DÉPUTÉ

Pour le Gouvernement c'est les riches d'abord Pour nous c'est l'Humain d'abord

“ Le président de la République et son gouvernement ont choisi de faire **plus de 20 milliards d'euros de cadeaux aux plus riches.**

Un choix parfaitement clair, en faveur de celles et ceux qui ont déjà tout, mais aussi des banquiers et des multinationales. Après la casse du code du travail et avec les menaces qui pèsent sur la Sécurité sociale, sur les communes, il s'agit bien d'un véritable projet de société, au service exclusif de la finance qui va provoquer de fortes inégalités sociales et territoriales.

Cette vision, nous ne l'acceptons pas. L'argent coule à flots dans notre pays, mais toujours au profit des mêmes privilégiés, en circuit fermé. Ce n'est plus tenable. De nombreuses associations, des syndicats, des personnalités de la société civile, des chercheurs, des forces politiques insistent, dans la diversité de leurs opinions, sur **l'urgence de mettre en place un nouveau modèle économique, au service d'une société plus juste, plus humaine, plus écologique.**

C'est cet objectif-là que nous devons défendre, tous ensemble, pour faire reculer la pauvreté, le chômage et pour **faire respecter la dignité humaine.**

Oui, tous ensemble, unissons-nous.

Faisons entendre la voix du monde du travail et de la création pour vivre dans une France ouverte, généreuse et solidaire. ”

LE FLÉAU DE L'ÉVASION FISCALE

3 250 familles les plus riches ont caché dans les paradis fiscaux 140 milliards d'euros. En tout, le manque à gagner annuel pour la France est de 60 à 80 milliards d'euros. Soit à peu de choses près le montant de notre déficit budgétaire.

UNE SOCIÉTÉ À DEUX VITESSES

En supprimant l'Impôt de Solidarité sur la Fortune, ce gouvernement fait un cadeau de 3,2 milliards d'euros aux 300 000 ménages les plus fortunés... mais il baisse l'APL pour tous et il augmente la CSG, sans compensation, pour 2,5 millions de retraités.

POUR LA JUSTICE FISCALE

Il est urgent de mettre en place une conférence de la finance et de la fiscalité mondiale, sous l'égide de l'ONU, comme l'ont réclamés de nombreux député-e-s de toutes opinions.